

Eléments de réflexion pour le dialogue interarmes : comment augmenter l'efficacité des sapeurs intégrés au sein des sections d'infanterie ?

La liberté de manœuvre de la force, son niveau de protection, de sauvegarde et la qualité de son déploiement dépendent du temps laissé au sapeur pour œuvrer, ainsi que des engins, du matériel et ... des bras mis à sa disposition. C'est bien ces fameux «délais et moyens» qui feront la différence... La responsabilité du chef interarmes, éclairé par son sapeur, est de définir le bon compromis entre les effets escomptés et les délais et les moyens à y consentir. La définition de ce compromis est justement au cœur du dialogue interarmes.

Le développement de l'entraînement au combat en zone urbaine puis l'exigence des engagements au Liban et surtout en Afghanistan ont révélé la nécessité d'une intégration interarmes aux plus bas échelons. Les réarticulations, indispensables pour que soit produit l'effet «génie» attendu, apparaissent désormais autant essentielles qu'illusoire. Essentielles parce qu'un combat par nature imbriqué et cloisonné nécessite que toute unité, indépendamment de son volume, dispose de toutes les capacités interarmes. Illusoires car l'imbrication et le cloisonnement rendent les renforcements en cours d'action sinon impossibles, du moins sources de frictions.

Ainsi, *par nécessité et par réalisme*, les détachements sont-ils devenus de façon «native» interarmes.

Notons en passant quelques inconvénients d'une telle organisation. Les renforcements sont donnés d'emblée et à tous et non plus en fonction du besoin ; le coût est donc plus élevé et

la concentration des moyens «génie» est plus délicate. L'efficacité d'une telle organisation n'est donc pas acquise : maintenant que le commandement tactique des unités du génie échappe au sapeur qu'il soit colonel, capitaine, voire lieutenant, maintenant que l'ensemble des moyens génie est disséminé auprès des plus petits détachements interarmes, comment atteindre une efficacité minimale ? Dans cet objectif, 2 actions sont nécessaires, l'une pour *assurer l'autonomie des sapeurs insérés* et l'autre pour *garantir la pertinence de la chaîne technique du génie*.

Seuls de leur arme au sein de la section d'infanterie, *les sapeurs* doivent être techniquement capables de tout. Le rythme des ordres et de leur exécution est, au niveau d'une section d'infanterie, très élevé et les sapeurs qui y sont insérés doivent suivre ce tempo rapide. Ils doivent finalement être *capables de tout, et tout de suite*. C'est-à-dire qu'ils doivent être polyvalents, équipés de matériels performants, légers et peu encombrants... C'est vite dit mais c'est certainement compliqué à mettre en œuvre.

Seul, le *chef* de cet élément est responsable de la mise en œuvre de l'action génie. Il lui faut donc détenir *toutes les qualifications* et les habilitations nécessaires, en particulier dans le cadre de la reconnaissance, du déminage, de la dépollution et bien-sûr du «dépiégeage».

Le CDEF vous informe (DSRO)

Analyse opérationnelle

Un officier du bureau recherche opérationnelle a suivi un stage d'analyste opérationnel, le «Operational Research System Analysts (ORSA) Training Course», qui s'est tenu du 26 juillet au 07 août 2009 à l'Army Logistics University (Fort Lee, Virginia, USA).

Déployés au sein des états-majors américains en opération, du niveau de la brigade à celui du corps, les officiers ORSA apportent un appui scientifique aux cellules et fournissent une aide à la décision appréciée des commandants d'opération, grâce à des compétences centrées sur la collecte, l'analyse et la visualisation de données.

Des travaux réalisés sur des données collectées en Irak et en Afghanistan ont prouvé la pertinence et la facilité de prise en main des logiciels employés, constitué principalement de produits commerciaux intégrés dans Excel et d'un outil de visualisation cartographique. La recherche de corrélation entre événements ou la visualisation de densités d'incidents (IED, attaques-suicide) sur des cartes datées sont des exemples de la plus value apportée à l'analyse de situation.

L'acquisition d'une telle capacité d'analyse opérationnelle par l'armée de Terre ne semble pas hors de portée, mais nécessite sans doute une adaptation culturelle. La collecte de données opérationnelles devrait, quant à elle, être simplifiée par la numérisation en cours.

CBA Roland GOFFETTRE
Chargé d'étude au bureau étude
et recherche opérationnelle



f

Il doit également participer, à son niveau, au dialogue interarmes, c'est-à-dire *conseiller l'emploi* de ses moyens, prévenir de leurs limites, éventuellement demander de les renforcer. La dualité des fonctions exercées par le chef de détachement du génie (conseiller l'emploi/conduire la mise en œuvre) atteint ici ses limites. Le chef de groupe de combat du génie a beaucoup à faire et rapidement, nous l'avons vu. Peu de temps donc pour le dialogue interarmes. Echange qui, de surcroît, suppose la connaissance de quelques rudiments de la manœuvre interarmes et réclame un minimum de poids pour exposer, et le cas échéant pour défendre, son point de vue. Il semble alors sage de dédoubler ces deux fonctions : quand l'un contrôle et conseille, l'autre commande. La question importante des qualifications et des habilitations nécessaires pour intervenir sur des engins explosifs serait par ailleurs résolue. Elles dépassent les compétences et souvent l'expérience d'un chef de groupe. C'est pourquoi, seule la présence au minimum d'un sous-officier qualifié « EOD-2 » auprès du groupe de combat du génie et donc

au sein de la section d'infanterie, permet de garantir un appui vraiment autonome. Il garantit en effet une appréciation fiable de la situation génie pour le chef de section d'infanterie et apporte en cas de besoin une expertise complémentaire dans le domaine des engins explosifs.

En renforçant d'emblée les sections d'infanterie de groupes du génie, le commandement tactique des unités du génie échappe aux sapeurs.

La *chaîne technique génie* mérite alors d'être *consolidée* : du haut vers le bas, le contrôle tactique vérifie en particulier l'adéquation des moyens engagés avec le type de mission de l'unité appuyée et les conditions prévisibles de son engagement ; du bas vers le haut, il s'agit de rendre compte des réalités du terrain, de déclencher la mise en œuvre de renforts spécifiques, d'alimenter les différentes bases de données, de tenir à jour les historiques. En bref, ces échanges d'informations techniques permettent la mise à jour des procédures, des cadres d'emploi, facilitent la préparation des missions et garantissent donc leur bonne exécution.

Cette chaîne technique est constituée par les conseillers génie des différents chefs interarmes, au sein des sections,

des SGTIA, des GTIA, des brigades et du théâtre. Sa consolidation passe certainement par une *simplification* de cette chaîne, qui s'est quelque peu (trop ?) sophistiquée par la prise en compte progressive de la lutte contre les engins explosifs.

L'intégration des sapeurs au sein des sections d'infanterie est une réponse nécessaire et pragmatique aux conditions d'engagements actuels.

Pour la rendre encore plus efficace, il ne faut certainement pas négliger les aspects matériels (aptitude pour le groupe de combat à mettre rapidement en œuvre de nombreuses capacités), ni ignorer la question des qualifications du domaine EOD (disposer d'un EOD-2 auprès du groupe de combat du génie et d'une équipe EOD-3 au sein d'un SGTIA). Mais, il ne faut pas non plus sous-estimer l'impact de la chaîne technique génie du commandement du théâtre jusqu'aux SGTIA et aux sections d'infanterie : bien organisée et pertinente, elle contribuera directement à l'efficacité des groupes de combat du génie.

Colonel Patrice QUEVILLY*
Centre des Hautes Etudes Militaires

* CdC 6^{ème} RG jusqu'à l'été 2009.

Polyvalence accélérée mais expertise croissante

L'artillerie française a connu dans les années 90 une révolution avec la séparation du métier d'artilleur sol-sol en 2 métiers, «l'avant» tourné vers l'interarmes et l'acquisition, et «l'arrière» dédié au tir. Il en a résulté une «segmentation» des compétences sur la trajectoire qui pose son lot de questions en matière de cohérence et de rapidité.

A travers cet exemple, on observe comment l'arrivée de nouveaux matériels et de procédures interarmes plus com-

plexes a imposé le développement des expertises au détriment de la polyvalence. La polyvalence dont il est question ici peut être appréhendée sous 2 angles. Elle est d'une part l'aptitude à servir plusieurs types de matériels dans le cadre d'une même fonction opérationnelle et d'autre part, elle recouvre la capacité à remplir des missions PRO-TERRE. Cette polyvalence, dont on sent qu'elle est de plus en plus nécessaire si on observe le rapport engagementsexternes/ressources opérationnelles, est-elle menacée par

l'expertise croissante qu'impose l'exercice du métier militaire ? En d'autres termes, polyvalence et expertise sont-elles inconciliables ?

Non, car la polyvalence est une contrainte alors que l'expertise est un impératif dont on peut moduler l'exigence. En clair, c'est en matière d'expertise que l'on peut faire des concessions pour être pleinement polyvalent, sans pour autant faire n'importe quoi...

➔

¶

Polyvalence et expertise ne sont en définitive qu'apparemment contradictoires. Il est possible de hiérarchiser ces 2 réalités pour fixer les priorités, nécessaires en matière de préparation opérationnelle.

Aujourd'hui dans l'armée de Terre française, être opérationnel c'est être polyvalent tout en garantissant un niveau d'expertise seuil. Cette culture de la polyvalence est même un moteur en matière de développement des expertises... Prenons garde qu'elle ne devienne pas à son tour une expertise en tant que telle !

Les réformes vécues par l'armée de Terre ainsi que la multiplication des engagements ont créé un besoin en matière de polyvalence. La rationalisation des moyens et la volonté de densifier les compagnies d'infanterie ont ainsi amené les artilleurs (y compris LRM) à s'approprier le mortier de 120. Dans le même temps, l'engagement intensif de l'infanterie générerait le besoin de répartir la charge opérationnelle. Le modèle des compagnies de marche fut alors normé dans le concept PROTERRE, mais la polyvalence ne peut être à géométrie variable : reconnaître des compétences larges aux unités non-infanterie lorsqu'il s'agit de soulager cette dernière... pour les contester lorsque la charge se fait plus légère. A l'autre bout du spectre, certaines missions et la grande variété des systèmes d'arme en service dans la fonction combat débarqué requièrent à l'évidence des unités dédiées.

On voit qu'une double exigence de polyvalence s'est peu à peu imposée. Au 11^{ème} RAMa, le choc culturel a été atténué par l'ancrage interarmes de la 9^{ème} brigade et la fraternité d'arme unissant les unités, le 11 étant habitué à renforcer les régiments d'infanterie. Cette polyvalence a vu récemment le régiment engagé au Liban et au Kosovo ou armer la compagnie d'in-

fanterie en Nouvelle-Calédonie. Cela ne lui donne pas la maîtrise de l'engagement débarqué, loin s'en faut, mais lorsque les circonstances l'exigent, il est capable de repousser le seuil de ses compétences.

On peut noter à travers cette évocation que la polyvalence n'efface pas le besoin d'expertise, mais ce dernier apparaît comme une conséquence de la nécessaire polyvalence, qui est une contrainte liée aux circonstances. L'expertise est plutôt un impératif dont on peut fixer le niveau : elle offre une marge de manœuvre.

Pour autant, la nécessité de l'expertise ne saurait être remise en question, sauf à envisager d'en parler sous l'angle de la compétence minimale requise plutôt que d'un capital de connaissances. Il existe une dérive courante qui consiste à confondre expertise et compétence. Un peu comme un écran de fumée, l'expertise technique confère une qualité indiscutable dont la réputation sera d'autant renforcée qu'elle est rare. Pour paraphraser le docteur TAREYRE à l'arrivée du challenge des médecins dans *«Les bronzés font du ski»* : «c'est toujours un spécialiste qui l'emporte, jamais ils ne feront gagner un généraliste».

Le métier militaire regorge d'experts qui revendiquent un domaine de compétence exclusif. Dans un contexte de technicité croissante, ce phénomène est naturel, mais le danger guette de voir de tels domaines acquérir des logiques exclusives qui occultent la finalité de l'expertise et la cohérence du métier de soldat. Certes, il ne faut pas faire faire n'importe quoi à n'importe qui mais le nécessaire «fond de sac» du soldat doit permettre de limiter le champ des expertises au strict nécessaire.

Pour trouver un équilibre, l'axe de travail consiste à garantir la maîtrise de son domaine d'expertise puis de

développer d'autres compétences qui garantiront une vraie polyvalence. A niveau technique équivalent, c'est ce qui permet de différencier les unités. La situation actuelle – avec un contrat de projection élevé – impose cette polyvalence. Mais elle possède des vertus propres qu'il convient de prendre en considération. La principale est que cette recherche de la polyvalence donne aux unités un sens de l'adaptation. Au-delà de cette aptitude, on constate que celles qui consacrent un effort en terme de polyvalence ont un degré d'exigence professionnelle qui les protège de l'éparpillement pour les inciter à une plus grande compétence dans le cœur de métier qui, seul, permet d'aborder sereinement le développement d'autres compétences. Cette approche requiert aujourd'hui des efforts en raison d'un taux d'activités qui perturbe la préparation opérationnelle. Il faut en effet lutter en permanence contre la perte des savoir-faire. Pour le 11^{ème} RAMa, chaque contrôle opérationnel exige une remise à plat, surtout lorsque les unités rentrent de missions «périphériques». Ce sentiment de reprendre l'apprentissage à zéro est trompeur, les résultats démontrant une vraie réactivité mais surtout la présence d'un fond d'expertise.

L'exemple de la préparation opérationnelle des *OMLT* pour l'Afghanistan illustre ce principe. Cette «redécouverte» de la nécessaire polyvalence doit servir de fil conducteur dans le développement opérationnel des unités en matière d'équilibre polyvalence/expertise, 2 notions parfaitement complémentaires.

Lieutenant-colonel (TA) Yves METAYER
Chef BOI 11^{ème} RAMa

La numérisation des brigades

L'informatique toujours plus présente dans la vie courante ne pouvait rester absente du système de commandement opérationnel des forces terrestres et c'est donc bien naturellement que l'Etat-major de l'armée de terre a décidé, il y a quelques années, d'engager le processus de la «numérisation de l'espace de bataille». Il s'agit par là de mettre en place des moyens techniques (*ordinateurs, logiciels, postes et accessoires divers*) à tous les niveaux, depuis le LCC¹ jusqu'à la section, le peloton voire l'engin, et de les faire communiquer entre eux, pour améliorer la transparence du champ de bataille et accélérer le rythme décisionnel. En bref, améliorer notablement un système de commandement traditionnel, qui s'appuyait auparavant sur des ordres et des comptes rendus transmis par la radio ou rédigés en format papier. Un point de situation montre que non seulement la route est encore longue à parcourir pour que ce soit vraiment le cas mais qu'il faut sans doute aussi préciser le cap.

Les 3 actes clé d'un système de commandement sont :

- **Savoir** : la connaissance et la compréhension de la situation globale (*ami, ennemi et tout ce qui constitue l'environnement*) et ceci si possible en temps réel...
- **Décider** : la capacité à concevoir le plus vite possible le meilleur mode d'action de la force que l'on commande.
- **Commander** : la facilité à rédiger des ordres clairs, précis, concis, facilement exploitables, à les transmettre en sûreté et à en conduire l'exécution.

Analysons en conséquence les apports de la numérisation au niveau du CO² de la brigade :

1. Savoir :

Incontestablement, dans ce domaine, il y a eu une avancée et les perspectives sont des plus prometteuses. La remontée automatique des positions amies lorsque les SIT³ seront en place, le débit élevé des informations qui peuvent transiter, l'incrémentation automatique de la situation logistique et bien d'autres possibilités font que le chef aura une information plus riche et bien plus rapide que par le passé, à condition de remédier à deux inconvénients :

- ne pas se laisser noyer par une masse d'informations qui empêchent de discriminer celles qui sont pertinentes pour le niveau considéré. Pour cela, il faut aménager l'architecture des CO et créer une véritable cellule de «gestion de l'information entrante», qui analyse l'intérêt de chaque document électronique, filtre et ventile seulement ce qui est nécessaire à chaque destinataire.
- restaurer l'intérêt de la carte, qui a beaucoup perdu avec le SIC-F⁴. Pour cela il faut que les industriels améliorent leur logiciel pour que la représentation d'une situation tactique soit plus exploitable (*taille des icônes différenciée, meilleure représentation graphique des missions, etc.*) mais il faut aussi travailler sur le matériel pour doter le CO d'un vrai outil de visualisation, capable de projeter autour d'une carte synthèse de grande taille et de très bonne qualité graphique (*pour la restitution du terrain et la lecture des noms de lieu*) des vues complémentaires qui peuvent faire apparaître à la demande un zoom sur une situation locale, un plan d'obstacle ou de feux, une situation logistique etc.

2. Décider :

Jusqu'ici, la numérisation ne s'est pas beaucoup intéressée à ce domaine. Elle n'aide pas réellement à la conception d'une opération et la cellule MANFUT continue de travailler sur une vieille carte papier au 1/100 000 en appréhendant le terrain grâce aux zones hachurées... 2 décisions, peu coûteuses car ces moyens existent, permettraient d'apporter une véritable plus-value technique :

- La mise en place d'un équipement permettant la visualisation en 3D, sur un écran plat de très grande taille, de la zone d'action (*carte et photo aérienne*), avec des fonctionnalités cumulant l'ergonomie de *Google Earth* et la transition de la carte à la photo type Géoportail.
- La mise en place d'un simulateur (*genre JANUS ou SCIPIO*) qui permettrait de confronter les MA/ME⁵.

3. Commander :

C'est la fonction qui pose le plus de problème dans la numérisation. Sans revenir sur les raisons qui ont vu le développement des SIOC⁶ (SIC-F et SIR⁷) par des industriels différents et faisant confiance à l'avenir pour fusionner en un seul système toute la chaîne numérisée, force est de constater que les outils ne sont pas très intuitifs ni ergonomiques.

1 LCC (*Land Component Command*): commandement de la composante terrestre.

2 CO : Centre opérationnel.

3 SIT : Système d'information terminal.

4 SIC-F : Système informatisé de commandement des forces.

5 MA-ME : Modes d'action AMI et ENNEMI.

6 SIOC : Système d'information opérationnelle.

7 SIR : Système d'information régimentaire.

¶

S'ils sont parfaitement maîtrisables par les ingénieurs qui les développent et des officiers qui les pratiquent à longueur d'année, ils sont lourds et trop complexes pour des opérateurs qui ne les utilisent qu'occasionnellement, qui changent fréquemment d'emploi et voient en plus les versions évoluer au gré des exercices. Il est impératif que les logiciels deviennent plus faciles d'emploi et que les informations soient accessibles avec moins d'actions dans les menus déroulants.

Certaines améliorations seraient un réel progrès pour les utilisateurs :

- La possibilité d'échanger des documents Word, Excel et PowerPoint, ce qui permettrait par exemple d'envoyer un WINGO⁸ par capture d'écran dès qu'une idée de manœuvre serait arrêtée ;
- La possibilité de faire transiter sur le réseau ATLAS⁹ des documents qui ne passent plus par le réseau SIC F/SIR quand il y a temporairement un problème technique.

En conclusion, la numérisation est en marche et doit continuer car le processus est inéluctable. Elle doit surtout réussir et pour cela les « opérationnels » doivent être plus présents pour influencer sur son développement.

Colonel Jean-Marie LHOSTIS*
ADJ Terre EMA

*ADJ 9^{ème} BLBMA jusqu'à l'été 2009.

8 WINGO (WarnING Order) : ordre préparatoire à un ordre d'opération.

9 ATLAS : Automatisation des Tirs et des Liaisons de l'Artillerie Sol/sol.

L'EEI ou la liberté d'action de la brigade

Unités blindées les plus projetées, les escadrons d'éclairage sont trop souvent employés au niveau du GTIA. Or **la véritable plus-value de l'EEI s'obtient par son emploi à l'échelon supérieur, brigade ou task-force : il constitue alors l'unité de mêlée apte par excellence à lui procurer sa liberté d'action.** En effet, ces aptitudes spécifiques en font un précieux outil d'anticipation ; en outre, son emploi judicieux permet à la brigade de conserver l'initiative tactique.

Le rôle de l'EEI sur un théâtre comme le Kosovo permet d'illustrer cette thèse.

L'EEI, outil de l'anticipation de la brigade

Doté de moyens numérisés compatibles avec le niveau de la brigade ou du théâtre, habitué par culture à intégrer une manœuvre de ce niveau, l'EEI se caractérise notamment par une incomparable capacité tant en matière d'élongation que de maillage du terrain. Riche en moyens transmissions, bénéficiant de la mobilité sous blindage et de la souplesse d'emploi qu'offre le VBL, il peut déployer des

éléments légers du volume de la patrouille, véritable pion de base autour duquel se construit dès la métropole l'entraînement de l'unité, phase qui inclut notamment la réalisation de dossiers d'objectifs, la culture de l'autonomie et l'entretien d'une rusticité éprouvée.

Ces caractéristiques confèrent en particulier à l'EEI une aptitude au déploiement d'urgence ainsi qu'au travail en zone d'insécurité. Apte à la reconnaissance de lignes de débouché ou de zones de coup d'arrêt, complémentaire de la BRB dont il peut préparer l'engagement et confirmer par l'observation le renseignement d'ordre technique, l'EEI participe ainsi à la lutte contre le brouillard de la guerre : unité d'aide à l'engagement, il est à la brigade ce que la SER est au GTIA.

Un spectre de missions désormais plus large que l'éclairage

Par ailleurs, l'emploi de l'EEI permet à la brigade de conserver une véritable capacité de manœuvre et donc de préserver son initiative tactique.

Autrefois conçus pour un engagement face à un ennemi (numérique) bien supérieur et contre lequel

le combat était à tout prix évité, les pelotons d'éclairage sont aujourd'hui le plus souvent confrontés à un adversaire à leur portée, constitué de bandes armées faiblement protégées. Blindé, mobile et disposant d'une solide puissance de feu¹, l'EEI supporte dans ce contexte le combat de rencontre et peut en particulier prendre et préciser le contact, procédé de renseignement beaucoup plus pertinent que la seule observation qui révèle rarement l'intention de l'ennemi. Ceci est d'autant plus vrai depuis l'intégration d'un peloton d'intervention sur VAB T20.13, dont l'emploi groupé ou décentralisé renforce la capacité de manœuvre de l'unité et dont l'armement, complémentaire du missile Milan, s'avère très adapté aux opérations actuelles².

➔

1 6 Milan, 6 12.7, 12 ANF1, 18 AT4, 6 FRF2, 3 canons de 20.

2 « Les VAB C 20 et les Milan ont été les deux armes qui ont permis d'infliger les coups les plus sévères », COL LE NEN, à propos de l'engagement en Kapisa.

f

Ainsi, organiquement subordonné à la brigade, l'EEI apparaît comme l'unité la plus à-même de :

- constituer naturellement l'indispensable élément réservé de niveau N-2 dont la brigade, comme tout échelon tactique, a besoin pour manœuvrer³ ;
- sécuriser la zone arrière de déploiement et contrôler les espaces lacunaires en relevant plusieurs SGTIA dans une zone moins exposée afin de les réengager sur l'action principale pour conserver une capacité de manœuvre ;
- couvrir ou flanc-garder l'action principale de la brigade en combinant ses capacités de surveillance et de réaction.

L'EEI au Kosovo : un potentiel trop peu exploité

L'exemple du Kosovo est symptomatique. Depuis dix ans, l'EEI y est intégré dans un bataillon où il est

employé comme une unité élémentaire classique.

Comme sur la plupart des théâtres actuels, la multiplicité des points à sécuriser au regard des troupes disponibles conduit naturellement à des dispositifs très figés. Un pion réservé à la main de la task-force permettrait de redynamiser la manœuvre, soit en l'employant comme échelon d'urgence pour reprendre l'initiative, soit en lui confiant des opérations particulières pour marquer un effort, voire en relevant un GTIA complet sur une zone moins tendue pour préparer un engagement majeur.

Ainsi par exemple, lors du regain de tension qui a suivi la proclamation d'indépendance de la province en février 2008, l'EEI aurait pu, aux ordres directs de la brigade, relever le bataillon allemand. Son secteur, couvrant environ 500 km² dans la Drenica, correspondait de fait à la zone arrière de la brigade. En «libérant» un GTIA complet, cette relève aurait incontestablement redonné du dynamisme à

la manœuvre et permis de limiter le recours systématique aux *tactical reserves* issues d'autres brigades, connaissant mal la zone Nord et n'y agissant que très brièvement.

C'est donc bien dans son emploi au niveau supérieur au GTIA et dans la combinaison réversible du mouvement, du feu et du renseignement que réside toute la plus-value de la manœuvre de l'EEI, outil majeur de la liberté d'action de la brigade grâce à son aptitude à couvrir dans les opérations actuelles un spectre de missions beaucoup plus large que le seul éclairage.

Capitaine Thibaud THOMAS
commandant l'EEI de la 9^{ème} BLBMA

³ A fortiori depuis la disparition des CAC.

Tribune

Vers des régiments «multi-rôles» ?

En faisant le choix de créer 4 brigades multi rôles, l'armée de terre a-t-elle intérêt à se doter aussi de régiment multi-rôles ?

Sans recréer des régiments interarmes, peut-on imaginer que les régiments de la fonction mêlée deviennent des unités multi rôles identiques ?

La réponse pourrait être positive afin de s'adapter au présent mais aussi pour devancer l'avenir.

S'adapter au présent c'est répondre au contexte actuel qui exige des formations polyvalentes, interarmes et adaptées au durcissement des engagements.

La polyvalence, apparue d'abord comme une nécessité, est devenue une réalité.

Dans un contexte où économie des moyens et juste suffisance sont plus que jamais des critères essentiels, et parce qu'il existe un socle commun de savoir-faire, l'armée de terre a créé des concepts d'unités génériques, capables de remplir des missions communes. Aujourd'hui, la polyvalence est donc une réalité lors des projections. Les régiments de mêlée, qu'ils soient infanterie ou blindé, savent se déployer sur différentes structures, partager des savoir-faire et exercer différents métiers.

➔